

IL EST TEMPS D'AGIR

James D. Wolfensohn

Président

Groupe de la Banque mondiale

Discours prononcé devant
le Conseil des Gouverneurs
Washington

29 septembre 2002



BANQUE MONDIALE

IL EST TEMPS D'AGIR

James D. Wolfensohn
Président
Groupe de la Banque mondiale

Discours prononcé devant
le Conseil des Gouverneurs
Washington
29 septembre 2002



BANQUE MONDIALE
Washington

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à ces Assemblées annuelles.

Je tiens à remercier les autorités américaines qui nous ont donné la possibilité de nous réunir à Washington, la municipalité et les services de police du District de Columbia, ainsi que tous les agents de sécurité pour l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée tout au long de ces assemblées.

Je tiens aussi à remercier mon ami, Horst Koehler, pour les relations de travail collégiales et fondées sur la coopération qui sont les nôtres depuis deux ans, et pour le discours stimulant qu'il a prononcé ce matin. Je me joins aussi à M. Macki pour accueillir au sein de la Banque la République démocratique de Timor-Leste, le dernier en date de nos membres. Je le prie de bien vouloir accepter tous nos vœux de réussite dans son entreprise de construction d'une nation.

Il y a deux ans, à l'occasion de ces mêmes assemblées, j'évoquais les opportunités et les défis du développement. Ces deux années ont été difficiles.

Dans les pays riches, l'effondrement des marchés boursiers et les scandales qu'ont connus les grandes entreprises ont ébranlé la foi dans l'avenir et la confiance mutuelle.

Dans les pays en développement, les populations ont été durement touchées par la poursuite des guerres et des conflits, la chute des prix des produits de base, le tassement de la demande et le maintien de restrictions aux échanges commerciaux avec les pays riches.

L'Afrique et l'Amérique latine ont payé un lourd tribut humain. Or, face à ces difficultés, la majeure partie du monde en développement a fait preuve d'une capacité d'adaptation remarquable. C'est là un témoignage des progrès accomplis dans la formulation et l'application des politiques.

De nombreux pays s'attaquent aux bouleversements qui accompagnent toute réforme. Ils s'emploient à améliorer leurs

institutions et la conduite des affaires publiques. Et, à travers ces difficultés et notre action collective, nous avons vu, à beaucoup d'égards, ce que l'être humain peut offrir de meilleur. Nous avons assisté à un élan de collaboration — la prise de conscience que les problèmes internationaux appellent des solutions internationales.

Le 11 septembre de l'an dernier, il est enfin clairement apparu qu'il n'existait pas deux mondes, l'un riche et l'autre pauvre, mais bien un seul. Nous sommes liés les uns aux autres par les circuits financiers, le commerce, les migrations, les communications, l'environnement, les maladies transmissibles, la criminalité, la drogue et, à l'évidence, le terrorisme.

Aujourd'hui, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dire que la pauvreté, où qu'elle soit, est l'affaire de tous, et ces voix résonnent de plus en plus fort.

Ce que ces voix réclament, c'est un système mondial fondé sur l'équité, les droits de l'homme et la justice sociale. C'est ce que nous devons réclamer nous aussi. Car rechercher davantage d'égalité, c'est rechercher une paix durable — ce que la puissance militaire ne parviendra jamais à instaurer à elle seule.

Et le monde commence à écouter.

Nous venons de vivre une année durant laquelle les engagements pris à Doha, Monterrey et Johannesburg ont jeté les bases d'une nouvelle donne mondiale.

La communauté du développement a réaffirmé que les objectifs de développement pour le millénaire déterminaient notre cadre d'action.

Pour leur réalisation, nous avons assisté à la naissance d'un partenariat mondial fondé sur l'acceptation de l'interdépendance du monde. Nos raisonnements et nos actions doivent avoir à la fois une portée locale, régionale et mondiale et nous devons travailler et agir de concert.

Nous sommes de fait parvenus à un consensus remarquable sur les éléments nécessaires à une véritable réduction de la pauvreté.

En tout premier lieu, les dirigeants des pays en développement font valoir le droit pour leurs pays de prendre leur avenir en main. Ils savent que ce sont les pays en développement qui doivent assurer la direction de leur développement et créer un environnement propre à encourager une croissance qui soit juste et équitable pour les pauvres et, en fait, pour tous.

Cette croissance doit s'appuyer sur des politiques économiques et sociales judicieuses. Pour créer les conditions favorables à l'esprit d'entreprise, qui stimulent la productivité et encouragent l'emploi, il faut que les pays en développement investissent dans la santé et dans l'éducation, en particulier celle de la petite enfance. Il leur faut aussi investir dans des systèmes juridiques et judiciaires efficaces, dans un cadre fiscal et une réglementation sans ambiguïté appliqués de manière à combattre la corruption à tous les niveaux, et dans des systèmes financiers solides et correctement réglementés. Les avantages économiques et sociaux tirés des réformes doivent également permettre de démarginaliser les pauvres, de sorte qu'ils puissent prendre leur destinée en main. Ces derniers savent ce que c'est qu'être pauvre et ce dont ils ont besoin pour améliorer leurs conditions de vie. Il faut les charger d'agir ; ils le feront.

Les pauvres constituent un actif, et non pas une charge.

À Monterrey et à Johannesburg, les pays développés ont convenu d'agir en partenariat avec les pays en développement, de les aider à se doter de moyens d'action, d'augmenter le volume de l'aide publique au développement là où elle est efficace et bien gérée, d'ouvrir leurs marchés aux échanges commerciaux et de réduire les subventions agricoles. Ils ont réaffirmé leur adhésion aux objectifs de développement pour le millénaire concernant la pauvreté et la faim, l'éducation et la santé, l'égalité des sexes et l'environnement.

Nous nous sommes donnés jusqu'à 2015 pour atteindre les résultats que nous nous sommes fixés. Il nous faut maintenant, de

concert, cesser de nous payer de mots et établir un calendrier pour notre programme d'action.

Nous avons affirmé que nous étions responsables les uns envers les autres.

Il faut maintenant passer à l'action. Il faut maintenant tenir les engagements pris.

Si nous voulons atteindre les objectifs de 2015, nous devons tous agir maintenant.

Cela étant, nous devons admettre que le développement ne passe pas par des solutions de fortune. Pour réaliser un développement durable, il faut un grand dessein. Il faut du temps et de la patience. Il faut un engagement à long terme. Il faut faire preuve de discipline et circonscrire notre action. Et il faut mesurer l'efficacité de ce que nous entreprenons au fil du temps.

Certains diront sans doute qu'il nous faut en savoir plus avant d'agir. À ceux là, je déclarerai que, naturellement, nous continuerons d'apprendre, mais que nous avons déjà beaucoup d'informations très fiables sur les modalités d'action qui sont efficaces et celles qui ne le sont pas. Nous en savons assez pour passer à l'acte dès maintenant.

Que devons nous faire, les uns et les autres ?

Permettez-moi de commencer par m'adresser aux pays riches.

Réalisez le programme de Doha. Nous savons que les obstacles opposés aux échanges commerciaux par les pays riches sont trop élevés. Abaissez les droits de douane et réduisez les barrières non tarifaires qui sont trop souvent du protectionnisme déguisé. Respectez le calendrier fixé à Doha. Mais il y a tant de choses que les pays riches peuvent accomplir sans s'en tenir au calendrier de Doha.

Nous savons que les subventions agricoles accordées par les pays riches, au rythme de un milliard de dollars par jour, sont un gaspillage de ressources et nuisent gravement aux pays pauvres, les privant de possibilités d'investir dans leur propre développement. Un calendrier précis devrait être fixé pour supprimer ces subventions. Saisissez l'occasion de la réunion prévue par l'Organisation mondiale du commerce à Cancun en 2003 pour prendre des engagements fermes en matière de subventions, mais je vous en conjure, agissez sans attendre.

Tenez les engagements fort appréciés que vous avez pris à Monterrey d'augmenter l'aide, et donnez suite à l'accueil très favorable que vous avez réservé à la demande de couverture de l'écart de financement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) faite à Kananaskis. Il semble qu'il y ait de plus en plus une propension à augmenter l'aide lorsque celle-ci est employée de manière productive.

Déliez l'aide, et améliorez la coordination et l'harmonisation des programmes et des politiques de développement. La dispersion des efforts des bailleurs de fonds compromet depuis longtemps l'efficacité de l'aide. Bien des échecs imputés aux pays emprunteurs tiennent en réalité à l'absence de coordination de l'aide par les bailleurs de fonds.

L'amélioration du multilatéralisme améliorera les résultats du développement.

Que doivent faire les pays en développement ?

Ils doivent continuer l'action engagée pour renforcer les capacités de leurs administrations publiques et faire avancer les réformes juridiques et judiciaires pour pouvoir protéger les droits de la personne humaine et les droits de propriété.

Il importe qu'ils procèdent à la réforme de leur secteur financier de manière à assurer la transparence et la disponibilité des financements à tous les niveaux — que ce soit pour répondre aux besoins des plus grosses entreprises ou à ceux de microentreprises.

Ils doivent lutter contre la corruption et mettre en place un cadre dans lequel tous les membres de la population ont les mêmes droits, les mêmes opportunités et les mêmes possibilités de se faire entendre. Pour ce faire, ils doivent s'efforcer de définir et promouvoir leurs priorités communes en tenant compte des vues de l'ensemble de la population.

Comme les pays développés, les pays en développement doivent s'attacher davantage aux résultats — suivre les réalisations et gérer leurs programmes de manière à pouvoir atteindre les objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté. Pour beaucoup de pays, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique indique la voie à suivre.

Que doit faire la Banque ?

S'employer, comme nous l'avons promis, à travailler à la réalisation des objectifs de développement pour le millénaire. En tant qu'institution, nous avons énormément changé au cours des dix dernières années, mais il nous faut faire davantage. Nos opérations doivent devenir plus transparentes. Nous devons aider les pays en développement à mieux renforcer leurs moyens d'action.

Nous avons joué un rôle pionnier en matière de mesure des résultats de nos projets et de nos programmes, mais nous devons mesurer nos résultats avec davantage de rigueur et, comme les autres, nous devons être comptables de nos actions dans le contexte des objectifs de plus vaste portée visés par les pays et des Objectifs de développement pour le millénaire.

Nous souhaitons vivement poursuivre les efforts d'harmonisation et de coordination de nos travaux avec le Fonds monétaire international, l'Organisation des Nations unies, les banques multilatérales de développement et d'autres bailleurs de fonds.

Tous les partenaires du développement doivent s'intéresser tout particulièrement à l'insertion, à la participation et à l'autonomisation :

— L'insertion sociale, parce que nous ne pouvons pas espérer de réformes durables si les pauvres sont exclus lorsque les choix et les arbitrages sont opérés.

— La participation, car les pauvres sont les mieux à même de savoir ce qui peut changer leur vie.

— L'autonomisation, car nous n'instaurerons pas de changement durable tant que les pauvres n'auront pas les actifs et les moyens nécessaires pour décider de leur avenir.

Partout dans le monde, les sociétés sont en mutation. Les individus veulent être informés, consultés, avoir leur mot à dire, se faire entendre. Ne pas exploiter tout ce qu'ils peuvent nous apporter reviendrait à nous priver de la force la plus à même de contribuer à la mise en œuvre de notre dessein.

Mais les mesures prises par les gouvernements des pays en développement et des pays développés et par les institutions internationales ne fournissent qu'un élément de solution. Nous devons tous nous employer davantage à impliquer la société civile et le secteur privé. Le multilatéralisme d'autrefois s'entendait de gouvernements à gouvernements. Le multilatéralisme d'aujourd'hui ne peut faire abstraction des points de vue du secteur privé et de la société civile. Nous devons tous être plus responsables. Être de meilleurs partenaires. Être davantage à l'écoute. Être plus efficaces.

Et nous devons assurer le suivi de nos initiatives.

Notre ample accord sur le fait que le développement doit être abordé dans une perspective d'ensemble, et que la maîtrise du processus appartient aux pays en développement, marque un véritable progrès. Pour la plupart des pays pauvres, cette approche s'incarne dans la Stratégie de réduction de la pauvreté, et elle est un agent de transformation des stratégies et du partenariat dans beaucoup de pays. Le Cadre de développement intégré se révèle efficace pour les pays à revenu intermédiaire.

Pour la première fois, nous disposons d'un moyen, le Portail du développement, qui nous permet de collecter l'information de manière à en savoir davantage sur les projets de développement en cours dans le monde. Comme le montre ce Portail, plus de 63 000 projets de développement sont en voie d'exécution, sans compter les programmes entrepris par les ONG ou les groupements religieux. Trop souvent, les projets relevant du même secteur dans un pays donné sont pilotés par plusieurs organismes qui ne communiquent pas entre eux. Nous devons utiliser le Portail du développement pour suivre nos actions de manière à pouvoir mieux coordonner nos efforts et tirer les leçons de notre expérience commune.

Nous avons considérablement progressé. Nous ne partons plus de zéro. Nous avons déjà des programmes qui peuvent être mis en œuvre. L'Initiative l'Éducation pour tous, par exemple, nous permettra, en coopérant, de scolariser pour la première fois environ 17 millions d'enfants.

Nous disposons de programmes pour lutter contre le VIH/SIDA. À ce jour, 20 pays en développement et en transition ont conçu et appliquent des stratégies de lutte contre le sida qui s'appuient sur des actions de prévention, de soins et de traitement.

Nous avons des programmes portant sur l'eau salubre et l'assainissement.

Mais il nous faut élargir la portée de ces initiatives pour qu'elles puissent avoir un impact national, régional et mondial. Et pour cela, il nous faut l'appui des bailleurs de fonds.

Faisons de ces actions dans les domaines de l'éducation, de la lutte contre le sida et de l'eau salubre le premier test de notre volonté d'agir en partenariat pour obtenir des résultats.

Pour progresser, nous devons décider de fixer des échéances dès aujourd'hui si nous voulons réaliser les objectifs de 2015.

Mais il nous faut aller plus loin. L'année 2015 n'est qu'une étape d'une entreprise de bien plus longue haleine. Au cours des 50

prochaines années, la population mondiale passera vraisemblablement de 6 à 9 milliards d'habitants, et cet accroissement sera concentré à près de 95 % dans les pays en développement. Les besoins alimentaires doubleront ; la production annuelle de dioxyde de carbone triplera et, pour la première fois, la population urbaine sera plus nombreuse que la population rurale, ce qui mettra à rude épreuve les infrastructures et l'environnement.

Si nous voulons atteindre les objectifs de 2015 et continuer à réduire véritablement la pauvreté, il faudra, selon nos estimations, que l'économie mondiale affiche un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 3,5 %, pour atteindre, probablement, 140 000 milliards de dollars en 2050. Dans ce contexte, le PIB des pays en développement serait proche de 50 000 milliards de dollars ; il s'établit actuellement à 8 000 milliards de dollars.

Si nous ne parvenons pas à préserver notre environnement et à faire en sorte que cette croissance soit respectueuse de l'environnement, il n'y aura pas de développement durable.

Si la répartition actuelle du revenu, qui donne à 15 % de la population mondiale le contrôle de 80 % du revenu mondial, persiste, il n'y aura pas de développement durable.

Si nous continuons d'interdire à tous les exclus — femmes, populations autochtones, handicapés, enfants des rues — de jouer le rôle qui leur revient dans la société, si nous nions leurs droits, il n'y aura pas de développement durable.

Et, en l'absence d'un développement durable, nous risquons fort de ne pas jouir d'une paix durable.

C'est là le défi qu'ensemble nous devons relever.

Je tiens à dire, avant de conclure, combien je suis fier du personnel du Groupe de la Banque mondiale, uni dans une volonté passionnée de combattre la pauvreté. Je les remercie du fond du cœur pour leur travail acharné et leur conviction.

Amis, c'est à nous, tous ensemble, qu'incombent la chance, la responsabilité et le privilège de tracer les contours du monde de demain. Nous ne sommes pas des spectateurs impuissants. Nous pouvons avoir prise sur ce que sera cette planète : un monde où règnent la paix, la justice sociale, l'équité, la croissance, ou bien un monde blessé par des différences irréconciliables entre les individus, où les ressources physiques sont gaspillées, et où dominant les conflits, la terreur et la guerre.

Notre époque peut inaugurer une ère de renaissance des valeurs, une ère de justice, une ère d'affranchissement des besoins élémentaires et des craintes. Nous devons nous fixer un horizon ambitieux. Il ne faut pas nous en laisser détourner.

C'est MAINTENANT que nous devons donner suite à nos promesses. Nous devons nous exécuter de toute urgence. C'est là notre responsabilité et notre destinée.



Banque mondiale

1818 H Street, N.W.

Washington, D.C. 20433

États-Unis d'Amérique

Téléphone : 202-473-1000

Site web : www.worldbank.org

Courriel : feedback@worldbank.org

31775